

ALGER

الجزائر
الجمهورية

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Le-gouvernement-et-le-peuple.html>

Le gouvernement et le peuple cubains déjouent une nouvelle provocation montée par les USA à la veille des élections de ce dimanche 11 mars

Date de mise en ligne : dimanche 11 mars 2018

- Actualité politique internationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

D'anciens présidents de Colombie et de Bolivie et d'autres personnalités politiques à la botte des USA ont tenté d'entrer à Cuba sans y être invités pour s'immiscer dans le déroulement des élections qui se tiennent aujourd'hui à Cuba. Le but de cette manoeuvre grossière est claire : fabriquer à l'aide de leurs prétendus témoignages des « preuves » du caractère antidémocratique de ces élections, amorcer une campagne internationale de dénigrement pour ensuite justifier les ingérences US dans ce pays.

Le ministre des Affaires étrangères a démonté le mécanisme classique de ce genre d'opérations provocatrices auxquelles les Etats impérialistes ont habitué les peuples en lutte pour leur indépendance et leur souveraineté.

« Une tentative a été entreprise pour orchestrer de l'étranger un nouvel acte de provocation anti-cubain, en décernant un »prix" avec l'objectif d'une ingérence dans les affaires intérieures de Cuba, produire l'instabilité, et affecter l'image du pays et des relations diplomatiques de Cuba avec d'autres pays.

L'opération fut déclenchée avec le financement et le soutien de groupes contre-révolutionnaires basées à l'étranger et d'autres organisations internationales telles que la soi-disante Initiative Espagne et Amériques (IDEA), la Fondation Démocratie Pan Américaine, la Fondation des victimes du communisme, en utilisant un petit groupe anti-Cubain illégal comme instrument.

Comme c'est habituelle dans toute initiative réactionnaire dans notre région, la participation du Secrétaire général de l'OAS (Organisation de l'Amérique du Sud) n' a pas fait défaut.

Il convient de rappeler qu'une opération similaire fut tentée l'année passée à laquelle se sont associées les groupes mentionnés ci-dessus, le Centre de la Démocratie et de la Communauté pour l'ouverture et le Développement de l'Amérique Latine (CADAL), l'Institut Interaméricain pour la Démocratie, conduit par le terroriste et agent de la CIA Carlos Alberto Montaner, qui ont travaillé activement contre Cuba et tous ceux tous ceux, notoirement connus, qui s'appuient sur la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) dont les fonds proviennent du gouvernement des Etats Unis pour entreprendre des programmes subversifs contre Cuba.

Ces organisations ont des références étendues comme agents d'intervention et de subversion dans leur objectif de détruire les gouvernements progressistes de notre Amérique en mobilisant contre eux des moyens et des efforts importants.

De façon claire, ils maintiennent un silence complice au sujet des menaces de l'utilisation de la force comme l'illustre l'incitation US récente à un coup d'Etat militaire contre la république Bolivarienne du Venezuela. Ils omettent de parler franchement des coups d'Etat sur le continent, de dénoncer la pauvreté et la faim, ou les discriminations religieuses et raciales présentes dans notre région.

Nos peuples ne peuvent pas compter sur ces organisations et leurs dirigeants pour se battre pour une plus grande justice sociale et l'égalité, ou pour soutenir les familles des dirigeants progressistes, des syndicalistes et des journalistes assassinés pour leurs idéaux politiques, ou autres victimes de groupes paramilitaires et du crime organisé.

A présent, ils ont tenté de mettre en scène ce qui affecterait le développement général des élections à Cuba. Les actions combinées d'une stratégie des communications, au travers de l'utilisation de réseaux médiatiques et sociaux internationaux, avec des mesures dont l'objectif est de se soustraire à nos lois, et de miner la légitimité de l'action juste et légale de nos autorités.

Bien qu'ils aient été bien avertis et mis en garde qu'ils ne seraient pas les bienvenus à Cuba pour de tels desseins, Andrés Pastrana Arango et Jorge Fernando Quiroga Ramirez respectivement anciens présidents de Colombie et Bolivie, et Chilean Député représentant l'Union Démocratique indépendante (UDI), Jaime Belolo Avaria se sont portés volontaires pour participer à cet acte de provocation sur le territoire cubain.

C'est pourquoi, en conformité avec nos lois et les normes internationales, ils ne furent pas autorisés à pénétrer dans notre pays.

La dite action fait partie de l'offensive impérialiste contre les peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes. Le gouvernement des Etats Unis a réaffirmé la « pertinence » et la validité de la « Doctrine de Monroe », et a provoqué la suspension des relations bilatérales avec Cuba.

Les protagonistes de ce stratagème ne se sont pas du tout intéressés à Cuba ou au peuple cubain, qu'ils offensent en tentant de violer l'ordre constitutionnel librement choisi. C'est pourquoi ils ont recours aux ressources et personnages étrangers pour atteindre leurs buts.

Chaque fois qu'ils agissent ainsi, il y a ce chemin et pas un autre, ils recevront la ferme réponse des Cubains, qui restent unis et loyaux aux principes de la révolution, et nous le montrerons dimanche, 11 mars, quand nous voterons en masse pour les candidats du peuple."

La Havane, 8 mars 2018